



## Déclaration FO au Conseil Supérieur de l'Éducation du 8 février 2024 (« choc des savoirs »)

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Le Conseil Supérieur de l'Éducation convoqué aujourd'hui se réunit alors que depuis 4 mois, la population palestinienne se fait massacrer par les bombardements israéliens, avec des dizaines de milliers de morts dont la moitié sont des enfants. La population y est affamée et soumise à la maladie. La FNEC FP-FO réaffirme l'exigence du cessez-le-feu immédiat et permanent, l'arrêt des bombardements et des déplacements de population, la libération des otages et des prisonniers politiques. Nous sommes pour la paix et nous condamnons les discours visant à justifier le génocide en opposant les victimes palestiniennes et les victimes israéliennes.

En France, dans la continuité du succès de la manifestation du 25 janvier à Paris, la grève très largement suivie le 1<sup>er</sup> février a exprimé l'immense colère des personnels de l'Éducation nationale face au saccage de l'École publique par le gouvernement Macron-Attal-Oudéa-Castéra.

Comme des millions de salariés, ils refusent l'effondrement de leur pouvoir d'achat. Ils refusent leurs conditions de travail insupportables : les écoles, les établissements et les services manquent de tout, partout.

Avec les parents d'élèves, avec les lycéens, ils refusent les contre-réformes à marche forcée : Parcoursup, la casse des lycées professionnels, la destruction de l'enseignement spécialisé et l'inclusion systématique et forcée, le Service National Universel, le « choc des savoirs »...

Dans toute la France, des cortèges imposants ont rassemblé des dizaines de milliers de personnels de toutes catégories, y compris des chefs d'établissements et des inspecteurs.

Ce qu'ont exprimé les personnels de tous corps et de toutes catégories, c'est la détermination à faire aboutir leurs revendications, à commencer par l'augmentation immédiate des salaires et l'arrêt des politiques d'austérité, de déréglementation et de privatisation menées contre l'École publique.

Comme l'immense majorité, ils veulent en finir avec toutes ces politiques qui remettent en cause aussi bien les acquis ouvriers de l'École, que ceux de la Santé et de la Sécurité sociale, qui sont attaqués chaque jour par le gouvernement Macron-Attal pour satisfaire les marchés financiers.

L'École publique, comme tous les services publics, est la richesse de ceux qui n'en ont pas. Lorsque M. Macron élève les écoles privées au rang de service public, notre Confédération répond : « *les fonds publics doivent être réservés à la seule École publique* ». FO revendique la stricte application de la loi de 1905, l'abrogation de la loi Debré et de toutes les lois qui en ont découlé. Cela ne peut pas passer par la rémunération au mérite mais par le respect du statut de fonctionnaire, statut qui protège les personnels de toute pression extérieure.

Dans tous les départements les mobilisations se poursuivent, notamment contre les fermetures de classes et pour exiger les postes et les heures nécessaires. Comme les agriculteurs, personnels et parents d'élèves décident des blocages, des occupations d'écoles, des rassemblements devant les DSDEN. Force Ouvrière soutient toutes ces initiatives.

Parmi les multiples revendications qui s'expriment dans les mobilisations, le refus du « choc des savoirs » est unanime.

Ce « choc contre les savoirs » s'inscrit dans la continuité et dans l'aggravation des contre-réformes menées ces dernières années. Après la réforme du collège de 2015 et la réforme du lycée de 2018, qui ont supprimé des milliers d'heures disciplinaires, après le Baccalauréat Blanquer et « Parcoursup », véritables machines à déqualifier la jeunesse, votre « choc des savoirs » franchit une étape supplémentaire dans la destruction de l'École publique : moins d'enseignements, plus de dérèglementation...

La FNEC FP-FO refuse la désorganisation des collèges par l'instauration de groupes de niveaux flexibles en Mathématiques et en Français, dont la mise en place entraîne la suppression des dédoublements, l'éclatement du groupe classe, la détérioration des emplois du temps et la réduction ou la suppression d'enseignements disciplinaires et d'options.

Non seulement cette réforme remet en cause la liberté pédagogique avec des méthodes, des manuels et des progressions communes imposés, mais elle va dégrader considérablement les conditions de travail par la grande insuffisance des postes, par l'absence de création des postes statutaires nécessaires et la surcharge des classes.

En outre, cette réforme transformerait le collège en machine à trier les élèves en organisant les cours de mathématiques et de français en groupe de niveaux et en conditionnant l'accès direct au lycée par la mise en place de prépas lycées 2<sup>nd</sup>e en LGT ou LP.

Dans la logique de la réforme de la voie professionnelle, des stages en entreprises en fin de 2<sup>nd</sup>e et de la généralisation du SNU, il s'agit pour le gouvernement d'orienter des millions d'élèves vers l'exploitation patronale ou l'embrigadement dès leur plus jeune âge.

A ce titre, la FNEC FP-FO se félicite de l'annulation de toutes les fermetures de CPGE à Paris. Défendre les CPGE au sein des lycées publics, c'est défendre le droit d'accès pour tous à un enseignement d'excellence. Cette victoire en appelle d'autres.

La FNEC FP-FO est totalement partie prenante de la mobilisation pour l'abandon du « choc des savoirs. »

Pour conclure, comme tous les salariés, les personnels de l'Éducation nationale ont regardé attentivement ce qu'ont fait les agriculteurs qui ont remis à l'ordre du jour la question du blocage du pays restée en suspens durant la mobilisation contre la réforme des retraites.

D'ailleurs ils n'ont pas tourné la page parce que la colère sociale reste totale... Elle est même augmentée par les conséquences de l'inflation et la politique d'austérité et de gel des salaires impulsée par le gouvernement. Elle est exacerbée par les mesures et les annonces du président Macron et de ses ministres contre les droits et garanties collectives, de la « loi immigration » à l'acte 2 de la réforme du marché du travail en passant par la future loi de destruction du Statut de fonctionnaire.

Parce que le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix que celui de tout bloquer, la FNEC FP-FO proposera partout, dans les écoles, les établissements et les services, de discuter et d'organiser le blocage par la grève, si possible dans l'unité des organisations syndicales et avec les parents d'élèves, pour gagner sur nos revendications :

- Revalorisation du point d'indice à hauteur de l'inflation, 10% tout de suite !
- Annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires,
- Abandon définitif de l'acte 2 de l'École inclusive (statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Éducation nationale de

mettre la main sur les notifications MDPH) ; maintien et création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,

- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED !
- Arrêt de toutes les mesures qui remettent en cause nos statuts et dégradent nos conditions de travail (Pacte, « Choc des savoirs », mise en place à marche forcée d Opale et RenoirH, .....),
- Retrait pur et simple de la réforme de la voie professionnelle !
- Abandon de la séquence d'observation en milieu professionnel en classe de seconde, abandon de la réforme du lycée et du baccalauréat Blanquer, de Parcoursup et du SNU !
- Rétablissement des heures d'enseignement disciplinaire (technologie en sixième, LCA en collège..) !